



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 1 au 7 mai 2020

Le 8 mai 2020

Résumé

Afghanistan : Proposition par le ministère des Finances d'un plan d'1 Md USD pour lutter contre le coronavirus.

Bangladesh : Macro-économie – l'AsDB apporte 500 M\$ de soutien budgétaire. Macro-économie – l'AsDB revoit à la baisse ses prévisions macroéconomiques. Financements internationaux – soutien de l'AsDB au secteur de la santé. Covid 19 – Le gouvernement prolonge la période de congés jusqu'au 16 mai. Projet de création d'un nouveau chantier de démolition navale.

Bhoutan : Octroi d'un prêt de 20 M USD de la Banque Asiatique de développement (BAD) pour soutenir la lutte contre le COVID-19.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : La contraction du PIB pourrait atteindre 20% pour le second trimestre 2020 selon l'agence de notation ICRA. L'indice PMI des directeurs d'achat du secteur manufacturier chute lourdement en avril. L'activité du secteur tertiaire affiche une chute historique. Hausse substantielle du chômage en avril.

Finances publiques : Mise en place annoncée d'un programme d'urgence en soutien aux sociétés publiques de distribution d'électricité (*discoms*).

Politique monétaire et financière : Le solde des flux de portefeuille affiche un déficit de 150 Mds ₹ (1,8 Mds €) en avril. Le gouvernement a annoncé une augmentation significative des droits d'accise sur les prix du diesel et de l'essence. Les pays du RCEP souhaitent la présence de l'Inde et une proposition serait faite pour le retour de ce pays à la table des négociations.

Maldives : Obtention de 150 M USD auprès de la Banque centrale indienne (RBI). COVID-19 : Assistance des Etats-Unis, du Japon et de la Chine.

Népal : Signature d'un accord entre le Fonds vert pour le climat (GCF) et le gouvernement du Népal pour l'octroi d'une aide financière de 39 M USD.

Pakistan : Le Gouverneur de la Banque centrale estime que la croissance du PIB pourrait s'établir entre -0,5 % et -3 %. Le taux d'inflation s'affiche à 8,5 % en avril contre 10,5 % en mars, un étiage de 10 mois. Le gouvernement réduit les prix des produits pétroliers. Plus de 13 000 Pakistanais employés aux Émirats arabes unis (EAU). Les exportations pakistanaises ont chuté de 47 % en avril. La roupie pakistanaise s'est renforcée face au dollar américain. La collecte fiscale a chuté de 17 % en avril. Le



ministère des Finances a annoncé un budget de 3,7 Mds USD pour le programme de développement du secteur public (PSDP). Le gouvernement a annoncé un programme de soutien de 311 M USD pour soutenir les PME.

Sri Lanka : Baisse du montant des investissements étrangers en 2019. Performances satisfaisantes du secteur bancaire en 2019 malgré une légère dégradation. Chute de l'indice des directeurs d'achat (PMI) dans l'industrie manufacturière et les services. Effondrement de la confiance des chefs d'entreprises. COVID-19 : Assistance financière des Etats-Unis.

AFGHANISTAN

- **Proposition par le ministère des Finances d'un plan d'1 Md USD pour lutter contre le coronavirus.** Le gouvernement afghan prévoirait de dépenser 89 Mds d'afghanis (environ 1,1 Md USD) dans la lutte contre le coronavirus et la protection sociale. Un tiers de l'enveloppe serait issu d'un réaménagement budgétaire, tandis que le solde proviendrait des donateurs étrangers.

BANGLADESH

- **Macro-économie – l'AsDB apporte 500 M\$ de soutien budgétaire.** La Banque Asiatique de Développement a accordé le 7 mai dernier deux prêts de 250 M\$ destinés à soutenir l'effort budgétaire du gouvernement, qui a annoncé courant avril un ensemble de 18 mesures de soutien à l'activité économique, représentant des dépenses globales de 956 Mds TK (10,3 Mds€), équivalant à 3,5% du PIB, étalées sur 2020 et 2021.

Il s'agit de l'allocation maximale (500 M\$) en termes de prêt contra-cyclique pour le Bangladesh, selon les critères de PIB et de catégorisation du pays adoptés le 13 avril dernier dans le cadre de réponse à la crise par la BASD: le Bangladesh est un pays du groupe B à la BASD, équivalent à la catégorie *blend* à la Banque mondiale, c'est-à-dire à la fois éligible à l'aide concessionnelle (prêts seulement, pas aux dons) et aux prêts réguliers (coût de la ressource et marge pour frais administratifs).

- **Macro-économie – l'AsDB revoit à la baisse ses prévisions macroéconomiques.** La Banque Asiatique de Développement dresse un tableau pessimiste des perspectives macroéconomiques du pays, en fort contraste avec l'analyse réalisée en mars dernier. La perte d'activité est désormais chiffrée à 13,3 Mds\$, quatre fois plus que précédemment, équivalent à 4,9 points de PIB contre 1,1 points. Le paquet de mesures annoncé par le gouvernement pour relancer l'activité, qui se chiffre à 3,5% du PIB, ne devrait donc pas suffire à éviter des pertes d'emploi (estimées désormais comme pouvant atteindre 3,7 M d'actifs contre 1,1 M auparavant) et un appauvrissement de la population, majoritairement active dans l'informel (85%). Le risque de retour d'une fraction de la population dans l'extrême pauvreté (actuellement 10,5%) est pris au sérieux ; la part de la population vivant dans la pauvreté pourrait monter à 28% contre 20,5% aujourd'hui.

L'AsDB évalue, en outre, le déficit budgétaire à 7,5% en FY 2020, avec une chute des recettes de 6,7 Mds \$. La Banque mondiale avait pronostiqué en avril dernier un creusement du déficit



budgétaire, qui atteindrait ainsi 7,7 points de PIB cette année et monterait à 9,8% en 2021. Le déficit initialement prévu à fin juin 2020 devait s'élever à 1045 Mds TK ou 11,3 Mds€, pour des dépenses de 5230 Mds TK, équivalant à 5% du PIB, sur la base d'une croissance de 8,2%.

- **Financements internationaux – soutien de l'AsDB au secteur de la santé.** La Banque asiatique de Développement (ADB) a accordé le 30 avril 2020 un prêt concessionnel de 100 M\$ au bénéfice du Ministère de la santé et du bien-être familial (MHFW), en réponse à une demande faite le 23 mars dernier ; il permettra de financer en urgence l'achat d'équipements médicaux et de fournitures (64% du montant), de réhabiliter les infrastructures de santé et les laboratoires d'analyse (30%), et d'organiser collectivement la surveillance, la prévention et la réponse sanitaire à la pandémie du Covid-19, notamment par la formation de 3500 personnels de santé. Le prêt porte un intérêt annuel de 1% sur une période de 40 ans, avec 10 ans de grâce. Le programme durera 3 ans, jusqu'à fin avril 2023, et sera porté par le DGHS (Directorate General of Health Services). Désormais, l'ensemble des 64 districts du pays sont contaminés.
- **Covid 19 – Le gouvernement prolonge la période de congés jusqu'au 16 mai.** Le gouvernement a étendu au 16 mai la période de congés, durant laquelle les administrations et entreprises resteront closes, à l'exception de certaines activités. La période initiale avait été fixée du 26 mars au 4 avril (et reconduite depuis), précédée par une fermeture dès le 17 mars des écoles et institutions éducatives. Les transports collectifs sont arrêtés depuis le 4 avril. Les commerces et centres commerciaux ré-ouvriront le 10 mai avec des horaires réduits.
- **Projet de création d'un nouveau chantier de démolition navale.** Le Bangladesh est le premier pays au monde pour la démolition navale, avec 236 bateaux démolis pour une masse de 7,8 millions de tjb (équivalent à 22,1 millions de m3), devant l'Inde deuxième à 185 bateaux pour 3,7 M tjb ; il prévoit la création d'une nouvelle zone industrielle dédiée à cette activité à Barguna, près des Sundarbans et du port de Payra. L'entreprise publique Bangladesh Steel and Engineering Corporation (bsec.gov.bd) associée à deux partenaires privés – le coréen Zentech Engineering (zentechpe.co.kr) et le consultant local Turbo Machinery Service – ont récemment été chargés de l'étude de faisabilité de ce projet initié en 2011, qui s'étend sur 40 hectares et 3 km le long de l'estuaire de la rivière Payra.

Le coût du projet est estimé à 13 Mds Tk (140 M€). Il permettra d'augmenter la capacité de traitement du Bangladesh, en complément de la zone de Sitakund, au nord du port de Chittagong, qui concentre historiquement les chantiers de démolition. Sa proximité avec le futur chantier naval de Patuakhali exploité par le néerlandais Gentium-Damen Consortium Group assurera des débouchés pour l'acier recyclé.

BHOUTAN

- **Octroi d'un prêt de 20 M USD de la Banque Asiatique de développement (BAD) pour soutenir la lutte contre le COVID-19.** La BAD a approuvé, le 4 mai, un prêt de 20 M USD dont les fonds proviennent de son programme de réponse rapide *CARES (COVID-19 Active Response and Expenditure Support)*. Cette enveloppe, mise à disposition des autorités bhoutanaises, vise à stimuler l'économie, renforcer les moyens et les infrastructures de santé et à atténuer les effets de la pandémie sur sa population. Pour rappel, la BAD a approuvé une

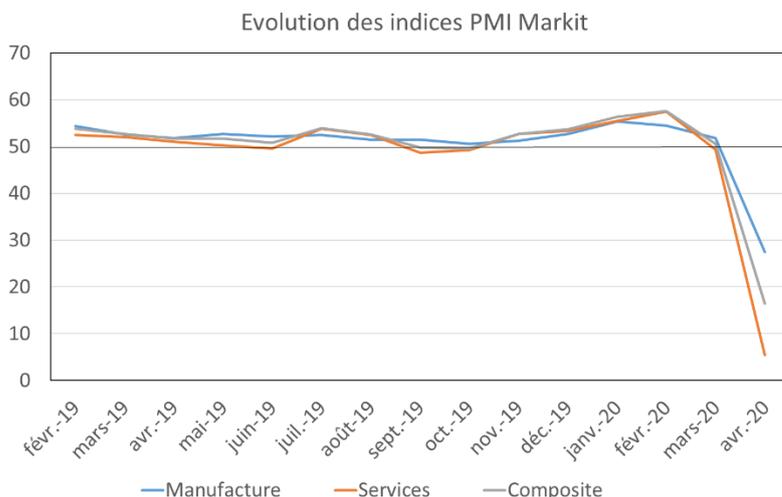


subvention de 100 000 USD le 27 mars ainsi qu'un don supplémentaire de 1 M USD pour l'achat d'équipements de protection individuelle et de matériel de soins intensifs.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **La contraction du PIB pourrait atteindre 20% pour le second trimestre 2020 selon l'agence de notation ICRA.** Après une période initiale de confinement de 40 jours, celui-ci a été prolongé de deux nouvelles semaines jusqu'au 17 mai. Alors que l'agence anticipait auparavant une croissance quasi nulle sur l'exercice 2020-21 (avril 2020 – mars 2021), elle anticipe désormais une récession pour cette période qui pourrait atteindre plus de 2% du PIB.
- **L'indice PMI des directeurs d'achat du secteur manufacturier chute lourdement en avril, à 27,4 points sur le mois** (après 51,8 en mars) et s'affiche ainsi en territoire négatif (en-deçà de 50 points). Les résultats de l'enquête indiquent une contraction sensible des effectifs en avril, à l'instar des commandes. Les chefs d'entreprises anticipent toutefois une amélioration des conditions économiques au cours des douze prochains mois.
- **L'activité du secteur tertiaire affiche une chute historique en avril selon l'indice PMI des directeurs d'achat.** Après avoir baissé à 49,3 en mars, l'indice a connu une chute substantielle à seulement 5,4 en avril, soit le plus bas niveau jamais enregistré depuis le lancement de l'enquête en 2005 par *IHS Markit*. Pour rappel, une contraction de l'activité se traduit par un indice inférieur à 50. Alors que la croissance indienne est tributaire à hauteur de 55% du PIB du secteur des services, cette contraction de l'indice laisse entrevoir une contraction majeure de l'activité en avril.



L'indice composite, qui regroupe les secteurs manufacturier et tertiaire, s'est ainsi élevé à 16,4 points, ce qui traduit une chute prononcée de l'activité du secteur privé en avril.

- **Haussse substantielle du chômage en avril.** Selon le centre d'analyse de l'économie indienne (CMIE), agence privée qui suit notamment la situation de l'emploi en Inde, la crise du COVID-19 aurait entraîné une hausse du taux de chômage du pays à 27,1% pour la semaine qui s'est terminée le 3 mai, contre une fourchette de 7 à 8% avant le début de la pandémie à la mi-



mars. Selon le CMIE, le taux de chômage est plus élevé dans les zones urbaines, à 29,2 %, contre 26,7 % pour les zones rurales. La série hebdomadaire de données du CMIE montre une augmentation régulière du chômage depuis le début de la pandémie de COVID-19 en Inde, la semaine précédant le 29 mars étant celle qui affiche la plus forte hausse à 23,8%. Le taux de chômage mensuel en avril s'élève à 23,5%, contre 8,7% en mars.

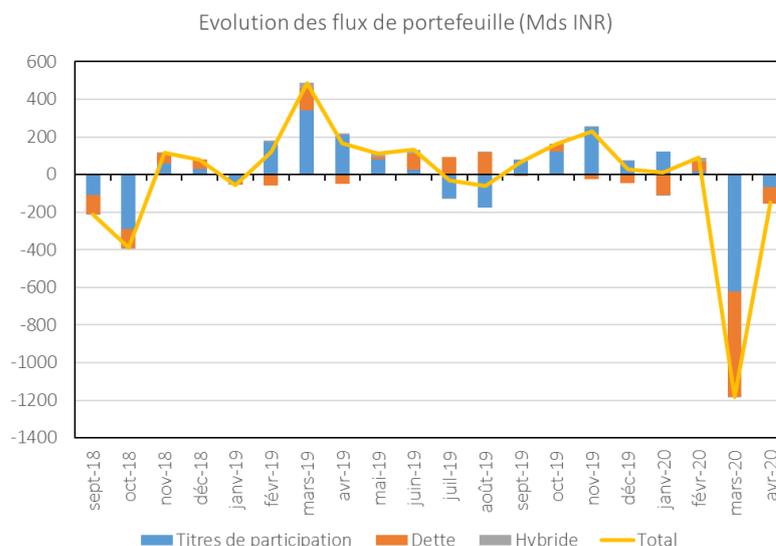
FINANCES PUBLIQUES

- **Mise en place annoncée d'un programme d'urgence en soutien aux sociétés publiques de distribution d'électricité (*discoms*).** Dans le sillage d'une demande en forte baisse couplée à un sous-recouvrement des paiements suite à la mise en œuvre du confinement, le gouvernement prévoit de lancer un programme d'appui financier au secteur. Le montant total estimé du programme devrait s'élever à 900 Mds INR sur la base de prêts des agences parapubliques du secteur énergétique (*Power Finance Corp* et *REC*).

Selon un rapport de l'agence de notation *Icra*, les impayés des *discoms* pourraient s'établir à 500 Mds INR à la fin de l'exercice actuel, dont 300 Mds INR de report de l'exercice précédent, soit un niveau très supérieur à celui atteint avant la mise en place du programme de soutien « UDAY ». Pour rappel, le gouvernement avait déployé, en 2015, le programme *UDAY – Ujwal DISCOM Assurance Yojana* afin d'enrayer les pertes des distributeurs d'électricité indiens ; dans ce contexte, les Etats indiens sont autorisés à prendre en charge 75% de la dette de ces entreprises, puis à rembourser ces dettes en contractant des obligations.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **Le solde des flux de portefeuille affiche un déficit de 150 Mds ₹ (1,8 Mds €) en avril,** selon le dépositaire des titres de valeur (NSDL). Après des sorties nettes de 1 180 Mds ₹ au mois de mars, le solde négatif des flux de portefeuille est tributaire aux instruments de participation (sorties nettes de 70 Mds ₹, contre des sorties de 620 Mds ₹ en mars). De même, on notera la modération des sorties enregistrées au titre des instruments de dette (- 85 Mds ₹, après 560 Mds ₹ en février).





- **Le gouvernement a annoncé une augmentation significative des droits d'accise sur les prix du diesel et de l'essence** et de la surtaxe sur les routes et les infrastructures. Outre l'augmentation des taxes du gouvernement central, plusieurs États et territoires de l'Union, notamment Delhi, Haryana, Assam et Punjab, ont également relevé les taxes d'État sur le carburant. Certaines estimations indiquent que les revenus du gouvernement central tirés des hausses sur les taxes sur les carburants pourraient atteindre 0,67% du PIB en année pleine.
- **Les pays du RCEP souhaitent la présence de l'Inde et une proposition serait faite pour le retour de ce pays à la table des négociations.** Comme on le sait, l'Inde s'est retirée des négociations du Partenariat économique régional global (RCEP) l'année dernière, inquiète sur l'arrivée potentielle d'importations susceptibles de mettre en danger tant son agriculture que l'industrie nationale. Désireux de la présence de l'Inde, les membres du RCEP ont préparé un paquet de propositions susceptibles de faire revenir l'Inde sur sa décision de l'an passé. Celui-ci tiendrait compte notamment de ses préoccupations sur les taux de base tarifaires et les sauvegardes commerciales spéciales. La réponse de l'Inde est attendue avant le 15 mai.

MALDIVES

- **Obtention de 150 M USD auprès de la Banque centrale indienne (RBI).** Dans le cadre de l'accord de *swap* signé avec la RBI en juillet 2019 et qui met à disposition une ligne de crédit d'un montant total de 400 M USD, la Banque centrale des Maldives (MMA) a obtenu l'accès immédiat à 150 M USD pour lui permettre d'accroître ses réserves de change. Celles-ci atteignent 882,6 M USD en avril contre 741,1 M USD en mars.
- **COVID-19 : Assistance des Etats-Unis, du Japon et de la Chine.** Les Etats-Unis ont promis un don de 2 M USD aux Maldives en vue de renforcer les services de protection sociale de l'archipel. Le Japon a fait un don de 541000 USD destiné à l'UNICEF et au Croissant Rouge pour renforcer leurs capacités en soutien sanitaire et technique. Un avion affrété en provenance de Chine est par ailleurs arrivé aux Maldives en vue de fournir le pays en équipements médicaux.

NEPAL

- **Signature d'un accord entre le Fonds vert pour le climat (GCF) et le gouvernement du Népal pour l'octroi d'une aide financière de 39 M USD.** Le Fonds, qui dépend de l'agence onusienne pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), s'est engagé à fournir une aide financière budgétaire de 39,3 M USD sous forme de dons.

Le projet vise à améliorer la résilience au changement climatique des écosystèmes et des communautés vulnérables de la région de Churia au Népal grâce à des approches intégrées de gestion durable des ressources naturelles. Le projet couvrira 26 systèmes fluviaux des provinces n° 1, 2 et Bagmati et vise à bénéficier à environ 200 681 ménages. Le projet sera mis en œuvre pour une période de six ans et demi sous la supervision directe du ministère des Forêts et de l'Environnement népalais.

PAKISTAN

- **Le Gouverneur de la Banque centrale estime que la croissance du PIB pourrait s'établir entre -0,5 % et -3 %.** Cette fourchette repose sur deux scénarii de confinement envisagés : (i)



si le confinement se poursuit pendant 30 jours, la croissance du PIB pourrait être entre -0,5 % à -1,5 % et; (ii) si le confinement se poursuit pendant 60 jours, la croissance du PIB pourrait fluctuer entre -2 % à -3 %. Le Gouverneur a aussi annoncé que la consommation avait diminué de 25 à 30 % depuis le début du confinement, et les activités commerciales de 50 %. Le ministère du Plan estime, pour sa part, que la croissance du PIB pour l'exercice 2020 devrait se situer autour de 1,5 à 1,8 % sur la base d'une croissance estimée à 2,2 % dans l'agriculture, d'une croissance négative de l'industrie et d'une expansion de 1,2 à 1,7 % dans le secteur des services.

- **Le taux d'inflation s'affiche à 8,5 % en avril contre 10,5 % en mars, un étiage de 10 mois** en raison de la faiblesse de la demande intérieure qui découle des mesures de confinement. Il s'agit de la troisième baisse consécutive (14,6 % en janvier, 12,4 % en février et 10,2 % en mars). L'activité économique a été très faible le mois dernier en raison du confinement partiel imposé ; les consommateurs ont eu tendance à moins consommer et à davantage épargner. L'inflation moyenne sur les dix premiers mois de l'exercice 2019/20 (juillet-avril) s'est élevée à 11,2 %, globalement en conformité avec les prévisions de la Banque centrale pour l'exercice en cours. La tendance baissière de l'inflation devrait se poursuivre avec le nouveau reflux des prix des produits pétroliers à compter du 1^{er} mai.
- **Le gouvernement réduit les prix des produits pétroliers** de 15 à 38 % à partir du 1^{er} mai 2020. Profitant de la chute mondiale des prix du pétrole, le gouvernement souhaite ainsi soulager les entreprises et ménages et stimuler la demande intérieure. Il a en revanche annoncé une hausse des taxes sur les produits pétroliers afin de gonfler ses recettes fiscales. Le prix de l'essence a été fixé à 81,58 PKR/litre, (-15 %) et les taxes augmenteront à 5,68 PKR/litre. Le prix du *high speed diesel* (HSD) a été fixé à 80,10 PKR/litre (-25,3 %) tandis que les taxes s'afficheront à 6,79 PKR/litre. Pour ce qui est du kérosène, le gouvernement a décidé de passer à 47,44 PKR/litre (-38,75 %) et d'augmenter ses taxes à 14,06 PKR/litre. Enfin, le prix du diesel léger (LDO) passera à 47,51 PKR/litre (-24 %) et sera taxé à 11,28 PKR/litre.
- Selon le ministère des Affaires étrangères, **plus de 13 000 Pakistanais employés aux Émirats arabes unis (EAU) ont perdu leur emploi en raison de la pandémie de COVID-19**, ce qui aura un effet marqué sur les transferts des migrants. Les E.A.U. et les autres pays du Golfe, qui accueillent 4,5 millions de travailleurs pakistanais, sont durement touchés par la crise en raison de la chute des prix du pétrole. Une des conséquences sera la hausse du nombre de travailleurs pakistanais de cette région au chômage et un impact probablement important sur leurs transferts financiers vers le pays. Selon le ministère des Finances, les transferts de migrants ont atteint 17 Mds USD au cours des neuf premiers mois de l'exercice en cours (juillet – mars 2020) contre 16 Mds USD à la même période de l'exercice précédent, soit une hausse de 6,2 %. Toutefois, sur la base de la tendance actuelle et de l'impact estimé du COVID-19, ces flux sont attendus autour de 20 à 21 Mds USD au cours de l'exercice 2020, contre une moyenne annuelle d'environ 24 Mds USD.
- **Les exportations pakistanaïses ont chuté de 47 % à 957 M USD en avril**, contre 1,8 Mds USD en mars. Les importations en avril ont baissé de 6,9 % en glissement mensuel et de 34,5 % en glissement annuel pour s'établir à 3,1 Mds USD. En conséquence, le déficit commercial s'est contracté de 18,8 % (2,1 Mds USD) par rapport à avril 2019.

Le déficit commercial au cours des dix premiers mois de l'exercice en cours s'élève quant à lui à 19,5 Mds USD, soit une baisse 25,7 % par rapport à la période considérée de l'exercice précédent. Les exportations ont diminué de 3,9 % pour s'établir à 18,4 Mds USD entre juillet



2019 et avril 2020. Quant aux importations de la période considérée, elles chutent de 16,5 % pour s'établir à 37,9 Mds USD pendant cette période de dix mois.

- **La roupie pakistanaise s'est renforcée face au dollar américain** pour atteindre 159,91 PKR contre 1 USD sur le marché interbancaire, soit son plus haut niveau depuis six semaines. Cette appréciation s'explique principalement par la faible demande de dollars en raison de la baisse des importations (libellées en dollars) ou encore à l'interruption de la demande de devises pour les départs à l'étranger (tourisme et pèlerinage).
- **La collecte fiscale a chuté de 17 % en avril** pour atteindre seulement 1,5 Mds USD, soit 300 M USD de moins que lors du mois précédent. Cette baisse serait la conséquence du confinement partiel du pays et du fort ralentissement de l'activité économique qui en a **résulté**. Au cours des dix premiers mois de l'exercice en cours, l'administration fiscale a collecté 20,6 Mds USD, soit 10,4 % de plus par rapport à la même période de l'exercice précédent mais 5,7 Mds USD de moins que l'objectif fixé sur la période considérée (24,3 Mds USD au total sur l'exercice 2020/21).
- **Le ministère des Finances a annoncé un budget de 3,7 Mds USD pour le programme de développement du secteur public (PSDP) sur l'exercice 2020/21.** Le budget indicatif comprend des dépenses de 3,3 Mds USD pour les activités de développement des entreprises publiques sous l'égide du PSDP et 440 M USD proposés pour répondre aux besoins de développement des institutions militaires. L'enveloppe budgétaire que le ministère des Finances souhaite dédier au principal programme d'investissement public serait inférieure de 14,4 % (ou de 630 M USD) par rapport au budget initialement prévu en raison de la performance insuffisante en matière de collecte fiscale sur l'exercice en cours.
- **Le gouvernement a annoncé un programme de soutien de 311 M USD pour soutenir les PME** à travers le paiement des factures d'électricité pendant trois mois. Ce programme devrait bénéficier à environ 3,5 millions d'entreprises, rester disponible pendant six mois et prendre en charge 95 % des PME (soit 3,2 millions d'entreprises). Il permet d'apporter un soutien financier aux sociétés commerciales et aux entreprises industrielles respectivement à hauteur de 622 USD et de 2800 USD. Selon le ministre du plan, un million de PME pourraient fermer définitivement en raison du choc lié au COVID-19 et 18 millions de personnes pourraient perdre leur emploi. Il a également annoncé qu'entre 20 et 70 millions de personnes pourraient tomber sous le seuil de pauvreté.

SRI LANKA

- **Baisse du montant des investissements étrangers en 2019.** Dans son rapport annuel pour l'année 2019, la Banque centrale (CBSL) indique que les flux d'investissements directs étrangers à Sri Lanka ont chuté à 1,2 Mds USD contre 2,1 Mds USD en 2018 (1,46 Mds USD en excluant les investissements au port d'Hambantota), soit - 42,9%. Le climat d'incertitude politique (crise constitutionnelle de fin 2018 ; élections présidentielles en novembre 2019) et sécuritaire (attentats terroristes d'avril 2019) a pesé négativement sur ce montant. Les infrastructures portuaires, le développement immobilier, les hôtels et les télécommunications sont les secteurs qui ont reçu les plus importants flux d'IDEs. Les cinq premiers contributeurs en IDEs ont été l'Inde, Singapour, le Canada, Hong Kong et la Chine.



- **Performances satisfaisantes du secteur bancaire en 2019 malgré une légère dégradation.** Selon les statistiques de la Banque centrale de Sri Lanka (CBSL), le ratio de fonds propres de base et le ratio d'adéquation des fonds propres se sont élevés respectivement à 13 % et 16,5 % (contre 13,1% et 16,2% fin 2018). Le minimum réglementaire du ratio d'adéquation des fonds propres est de 12,5% pour les banques qui disposent d'actifs inférieurs à 500 Mds LKR et de 14% pour celles ayant des actifs supérieurs à ce montant. La rentabilité des banques fut de 0,9% en 2019 contre 1,1% en 2018. Le taux de rentabilité des fonds propres s'est dégradé à 10,3% (contre 13,2% fin 2018). La part des créances douteuses dans le total des prêts ressort à 4,7%, contre 3,4% fin 2018 ; cette hausse s'explique notamment par les difficultés économiques engendrées par les attentats. La CBSL a introduit un nouveau cadre réglementaire, entré en application le 20 décembre 2019. Il concerne spécifiquement les 4 banques locales systémiques, qui représentent 55% de l'ensemble des actifs du secteur bancaire. Elles font l'objet d'une supervision accrue de la part du régulateur et doivent respecter des minimums réglementaires en termes de fonds propres plus élevés pour accroître leur résilience financière.
- **Chute de l'indice des directeurs d'achat (PMI) dans l'industrie manufacturière et les services.** L'indice PMI, publié par la Banque centrale, est un indicateur qui reflète la confiance des directeurs d'achat vis-à-vis de l'environnement économique. L'indice des directeurs d'achat dans le secteur de l'industrie manufacturière (*Purchasing Managers' Index - Manufacturing*) a chuté à 30 points en mars, soit -23,6 points par rapport à février. Ce niveau est le record le plus bas jamais enregistré. Le sous-indice « production » est tombé de 54,8 points en février à 5,2 en mars ; illustrant l'impact très important du couvre-feu, en place depuis la mi-mars, sur le fonctionnement des usines. Le sous-indice « Nouvelles commandes » a lui aussi chuté de 51,1 à 18,7 points sur la même période, reflet du fort ralentissement de nombreux marchés étrangers, en plus de l'activité nationale.

L'indice des directeurs d'achat dans le secteur des services (*Purchasing Managers' Index - Services*) a chuté à 32 points en mars, soit -18,2 points par rapport à février, un étiage depuis mai 2015. Les sous-indices « Nouvelles activités » (de 52,7 à 25,7) et « activités commerciales » (de 53,8 à 17,1) ont chuté sensiblement, en particulier dans les secteurs du tourisme et de la logistique. Le sous-indice « Prévisions d'activités » a atteint un plancher record à 16,9 points en mars contre 52,7 en février. Les gestionnaires sont pessimistes sur le niveau futur de leurs activités du fait de prévisions très négatives sur le niveau de consommation : le revenu des ménages est en baisse, le tourisme est à l'arrêt et les importations ont été sensiblement réduites. Un indice PMI supérieur à 50 indique une expansion de l'activité alors qu'un indice inférieur indique une contraction.
- **Effondrement de la confiance des chefs d'entreprises.** L'indice qui sert à mesurer le degré de confiance du secteur économique (*Business Confidence Index - BCI*), publié par le magazine LMD- Nielsen, marque une chute sensible. Il est en effet tombé à 93 points en avril, soit une perte de 52 points par rapport au mois précédent. La crise engendrée par la pandémie du COVID-19 a fortement affecté la confiance des entreprises ; l'indice avait grimpé à 186 en décembre 2019. Pour rappel, sur les 12 mois précédents, le niveau le plus bas a été de 62 points, enregistré en mai 2019 un peu après les attentats terroristes. La moyenne de l'indice au cours des 12 derniers mois est de 114.
- **COVID-19 : Assistance financière des Etats-Unis.** Les Etats-Unis ont annoncé une aide de 4,5 M USD à Sri Lanka. Celle-ci sera gérée par l'agence américaine pour le développement (USAID). Cette aide sera divisée en trois composantes : (1) une enveloppe de 2 M USD pour soutenir les services sociaux et la cohésion sociale dans les zones les plus impactées par la crise ;



(2) 2 M USD destinés aux PME et à l'amélioration de la place des femmes dans le marché du travail ; (3) une assistance humanitaire de 590 000 USD pour les plus démunis. Cette aide s'ajoute à une assistance financière annoncée en avril par le Département d'Etat de 1,3 M USD pour soutenir Sri Lanka dans sa lutte contre l'épidémie du COVID-19.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi

2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P-H. Lenfant, R. Chappe, J. Deur et H. Lafond.

Version du 8/05/2020